

# PROTOCOLE DE COMMUNICATION ET D'ÉCHANGE D'INFORMATIONS SUR L'ÉVITEMENT SCOLAIRE ENTRE LE PARQUET, LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'AUDE, LA MAIRIE DE LÉZIGNAN - CORBIÈRES ET, LA DIRECTION ACADEMIQUE DES SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Il est conclu un protocole de communication et d'échange d'informations**

**Entre :**

**La Direction académique des services de l'éducation nationale,**  
Représentée par M. Joël LAPORTE, Directeur académique des services de l'Éducation nationale de l'Aude ;  
Et

**La Mairie de Lézignan-Corbières,**  
Représentée par M. Gérard FORCADA, Maire de Lézignan-Corbières ;  
Et

**La Caisse d'allocations familiales de l'Aude,**  
Représentée par Mme Elise PALUS, Directrice ;  
Et

**Le Parquet du Tribunal judiciaire de Narbonne,**  
Représenté par M. Eric CAMOUS, procureur de la République près ledit Tribunal.

## PREAMBULE

L'accès des enfants au savoir est un droit fondamental dont il est essentiel de garantir la bonne mise en œuvre. L'école en constitue l'un des principaux enjeux. C'est la raison pour laquelle l'article 131-5 du code de l'éducation prescrit « chaque enfant est inscrit soit dans la commune où ses parents ont une résidence, soit dans celle du domicile de la personne qui en a la garde, soit dans celle où est situé un établissement ou une section d'établissement destinés plus particulièrement aux enfants de Français établis hors de France ».

Cette obligation scolaire se traduit par l'inscription dans un établissement d'enseignement public ou privé. Il peut y être dérogé par une instruction à domicile dans les seuls cas suivants :

- Nécessité liée à l'état de santé de l'enfant ou son handicap ;
- La pratique d'activités sportives ou artistiques intensives ;
- L'itinérance de la famille en France ou l'éloignement géographique de tout établissement scolaire public ;



- L'existence d'une situation propre à l'enfant motivant le projet éducatif, sous réserve que les personnes qui en sont responsables justifient de la capacité de la ou des personnes chargées d'instruire l'enfant à assurer l'instruction en famille dans le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans ce cas, la demande d'autorisation comporte une présentation écrite du projet éducatif, l'engagement d'assurer cette instruction majoritairement en langue française ainsi que les pièces justifiant de la capacité à assurer l'instruction en famille.

Une autorisation doit avoir été donnée par l'autorité de l'Etat compétente (directeur académique des services de l'éducation nationale du département de résidence).

La bonne scolarisation de l'enfant, quelle que soit ses modalités donne droit au versement de prestations familiales en lien avec l'entretien matériel et affectif de l'enfant (Article L512-3 §1 et 552-4 du Code de la Sécurité Sociale).

## **ARTICLE I – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention organise les modalités de contrôle de l'obligation de scolarisation des mineurs et des droits versés par la Caisse d'allocations familiales qui leurs sont associés. Elle fixe les conditions dans lesquelles s'organise l'indispensable échange d'informations entre l'ensemble des administrations concernées et précise les conséquences associées aux irrégularités constatées.

## **ARTICLE II – ACTEURS INSTITUTIONNELS ET OBLIGATIONS**

### **1.- Obligations de la Direction des services départementaux de l'éducation nationale**

**L'article L131-1-1 du code de l'éducation** dispose : « Le droit de l'enfant à l'instruction a pour objet de lui garantir, d'une part, l'acquisition des instruments fondamentaux du savoir, des connaissances de base, des éléments de la culture générale et, selon les choix, de la formation professionnelle et technique et, d'autre part, l'éducation lui permettant de développer sa personnalité, son sens moral et son esprit critique, d'élever son niveau de formation initiale et continue, de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle, de partager les valeurs de la République et d'exercer sa citoyenneté. Cette instruction obligatoire est assurée prioritairement dans les établissements d'enseignement ».

**L'article L131-2 du code de l'éducation** dispose « L'instruction obligatoire est donnée dans les établissements ou écoles publics ou privés. Elle peut également, par dérogation, être dispensée dans la famille par les parents, par l'un d'entre eux ou par toute personne de leur choix, sur autorisation délivrée dans les conditions fixées à l'article L. 131-5 ».

### **2.- Obligations de la Caisse d'allocations familiales**

**L'article L512-3 du code de la sécurité sociale** dispose : « Sous réserve des règles particulières à chaque prestation, ouvre droit aux prestations familiales :

- 1°) tout enfant jusqu'à la fin de l'obligation scolaire ;
- 2°) après la fin de l'obligation scolaire, et jusqu'à un âge limite, tout enfant dont la rémunération éventuelle n'excède pas un plafond.

Toutefois, pour l'attribution du complément familial et de l'allocation de logement mentionnés aux 3° et 4° de l'article L. 511-1, l'âge limite peut être différent de celui mentionné au 2° du présent article.

Pour l'attribution de l'allocation forfaitaire versée en cas de décès d'un enfant prévue à l'article L. 545-1, l'âge limite retenu peut être différent de celui fixé en application du 2° du présent article et la condition relative à la rémunération de l'enfant n'est pas exigée ».

**L'article L552-4 du code de la sécurité sociale** dispose : « Le versement des prestations familiales afférentes à un enfant soumis à l'obligation scolaire est subordonné à la présentation soit du certificat d'inscription dans un établissement

d'enseignement public ou privé, soit de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente de l'Etat en application de l'article L. 131-5 du code de l'éducation.

Les prestations ne sont dues qu'à compter de la production de l'une des pièces prévues à l'alinéa ci-dessus. En l'absence de production effective de l'une de ces pièces, aucune de ces prestations ne peut être versée. Elles peuvent toutefois être rétroactivement payées ou rétablies si l'allocataire justifie que le retard apporté dans la production de ladite pièce résulte de motifs indépendants de sa volonté.

Un arrêté interministériel fixe les modalités d'application du présent article et, notamment, le délai dans lequel les pièces citées au premier alinéa du présent article doivent être produites ».

Dans un souci de simplification, les civilement responsables sont dispensés de la production d'un certificat d'inscription dans un établissement d'enseignement, en vue de percevoir les prestations pour tout enfant âgé de moins de 16 ans, soumis à l'obligation scolaire.

Depuis la rentrée scolaire 2014, les bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire et des prestations associées sont créanciers des sommes dues par la seule déclaration en ligne de la situation de leurs enfants âgés de 16 à 18 ans et de leur inscription dans un établissement scolaire. **Cette démarche se substitue à la fourniture du certificat de scolarité.**

Cette présomption favorable de respect de l'obligation scolaire liée à l'âge des enfants pour le versement des prestations familiales n'exclut pas l'établissement éventuel d'une preuve contraire. Dans une telle occurrence :

- La CAF est en droit d'en tirer les conséquences sur les sommes versées.
- Le procureur de la République doit être saisi au titre de l'article 40 du code de procédure pénale

**L'article R131-10-3 du code de l'éducation** dispose : « Les organismes chargés du versement des prestations familiales transmettent au maire, à sa demande et par voie sécurisée, les données suivantes :

- 1° Données relatives à l'identité de l'enfant ouvrant droit au versement de prestations familiales : nom, prénom, date de naissance, sexe ;
- 2° Données relatives à l'identité de l'allocataire : nom, prénom, adresse ».

### **3.- Obligations du Maire**

**L'article L131-6 du code de l'éducation** dispose : « Chaque année, à la rentrée scolaire, le maire dresse la liste de tous les enfants résidant dans sa commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire.

Les personnes responsables doivent y faire inscrire les enfants dont elles ont la garde. La liste des pièces qui peuvent être demandées à l'appui de cette demande d'inscription est fixée par décret.

Afin de procéder au recensement prévu au premier alinéa et d'améliorer le suivi de l'obligation d'assiduité scolaire, le maire peut mettre en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel où sont enregistrées les données à caractère personnel relatives aux enfants en âge scolaire domiciliés dans la commune, qui lui sont transmises par les organismes chargés du versement des prestations familiales ainsi que par l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation et par le directeur ou la directrice de l'établissement d'enseignement ainsi qu'en cas d'exclusion temporaire ou définitive de l'établissement ou lorsqu'un élève inscrit dans un établissement le quitte en cours ou en fin d'année.

Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, détermine les conditions d'application du troisième alinéa. Il précise la liste des données à caractère personnel collectées, la durée de conservation de ces données, les modalités d'habilitation des destinataires ainsi que les conditions dans lesquelles les personnes intéressées peuvent exercer leur droit d'accès ».



#### 4.- Information du procureur de la République

L'article 40 alinéa 2 du code de procédure pénale dispose « Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs ».

### ARTICLE III – QUALIFICATIONS PENALES

#### 1.- Défaut de scolarisation

L'article 227-17 du code pénal dispose : « le fait, par le père ou la mère, de se soustraire, sans motif légitime, à ses obligations légales au point de compromettre la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation de son enfant mineur est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

L'infraction prévue par le présent article est assimilée à un abandon de famille pour l'application du 3° de l'article 373 du code civil ».

#### 2.- Fraude au versement des prestations sociales

L'article 441-6 du code pénal dispose : « le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu ».

**Qualifications développées :** Le fait d'avoir déclaré la situation d'un enfant ouvrant droit à prestations sociales versées par la CAF alors même que ladite déclaration est mensongère tombe sous le coup de la loi pénale. Elles relèvent des qualifications suivantes :

Pour avoir à... le... fourni sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir, de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir :

d'une personne publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public (Natinf 11656.Ju, par personne morale, natinf 29098.Ju)

d'un organisme de protection sociale (natinf 282.Ju)

une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu en l'espèce (allocations, avantages et montants concernés)

**faits prévus et réprimés par les articles (personne physique) 441-6, 441-9, 441-10, 441-11 du code pénal (personne morale) 441-6, 441-9, 441-12 du code pénal**

### ARTICLE IV – INFORMATIONS A DISPOSITION DES ADMINISTRATIONS CONCERNEES

#### 1.- Le Directeur académique des services de l'éducation nationale

Le Directeur académique des services de l'éducation nationale dispose des données à caractère personnel relatives aux enfants en âge scolaire qui se trouvent inscrits sur le département. Le directeur ou la directrice de l'établissement d'enseignement dans lequel l'enfant est inscrit dispose des mêmes informations qui le concernent.

## 2.- La Caisse d'allocations familiales

La CAF est en charge du versement des prestations familiales prescrites par l'article **L512-3 du code de la sécurité sociale**.

Pour ce faire, elle dispose pour chaque allocataire, des informations suivantes :

Pour chaque enfant : Nom, prénom, date de naissance, sexe

Pour le civilement responsable de l'enfant désigné « allocataire » : Nom, prénom, adresse

## 3.- Le Maire

Tenu de dresser la liste de tous les enfants résidant dans sa commune et qui sont soumis à l'obligation scolaire le maire dispose des informations suivantes :

Pour chaque enfant : Nom, prénom, date de naissance, sexe

Pour le civilement responsable de l'enfant désigné « allocataire » : Nom, prénom, adresse

## 4.- Modalité de conservation des données

L'autorité concernée est autorisée par les textes de référence à mettre en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel où sont enregistrées lesdites données relatives aux enfants en âge scolaire et à leurs civilement responsables.

# ARTICLE V - TRANSMISSION DES INFORMATIONS

La vérification de ce que les enfants en âge de scolarité pour lesquels des prestations sociales sont versées se trouvent effectivement inscrits dans un établissement d'enseignement est subordonnée à des échanges opérationnels d'informations nominatives. Il s'agit de :

- ☑ S'assurer que l'enfant pour lequel sont versées des prestations sociales est bien inscrit auprès de l'établissement ;
- ☑ Alerter la CAF sur les éventuelles situations de fraude ;
- ☑ Permettre à la CAF de faire les vérifications nécessaires et d'en tirer les conséquences ;
- ☑ Signaler les situations de fraude au procureur de la République et au directeur académique des services de l'éducation nationale ;

## 1.- Le Maire

- ☑ Sollicite de la CAF à chaque rentrée et en tous les cas avant le 1<sup>er</sup> novembre sur la messagerie [evitementscolaire@caf11.caf.fr](mailto:evitementscolaire@caf11.caf.fr), la communication de la liste des enfants de la commune ouvrant droit au versement de prestations familiales et en âge d'obligation scolaire ;
- ☑ S'assure que la liste lui est bien communiquée dans le délai d'un mois et fait rappel en cas de retard de communication ;
- ☑ Vérifie auprès des chefs d'établissements que les enfants sont bien scolarisés ;
- ☑ Dans le délai d'un mois, dresse la liste de ceux qui ne sont pas scolarisés ;
- ☑ Informe le DASEN sans délai (article L. 131-10 du code de l'éducation) ;
- ☑ Certifie conforme cette information ;
- ☑ Fait retour sur la messagerie [evitementscolaire@caf11.caf.fr](mailto:evitementscolaire@caf11.caf.fr) de la liste des enfants qui ne sont pas scolarisés après confirmation de non scolarisation par le DASEN en communiquant les informations suivantes : Nom, prénom, date de naissance de l'enfant concerné ainsi que les nom, prénom, adresse des parents ou représentants légaux ;



## **2.- La Caisse d'Allocations Familiales**

- ☑ Accuse réception de la demande de communication du maire ;
- ☑ Dans le délai d'un mois, dresse la liste des enfants pour lesquels les parents bénéficient des allocations ;
- ☑ Communique au maire la liste qui a été établie ;

La CAF transmettra à la ville les données prévues à l'article 131-10-3 en ne retenant que les familles allocataires avec enfant(s) répondant aux conditions d'âge auxquelles s'applique l'obligation scolaire et résidant sur la commune au moment de la constitution du fichier.

Pour constituer ce fichier, et garantir la conformité des données extraites, la CAF utilisera la requête mise à disposition des CAF pour ce traitement. L'extraction sera réalisée sur le fichier allocataire mensuel précédant la date de la demande. L'année civile de référence pour le calcul des conditions d'âge est l'année de la rentrée scolaire concernée.

Ces données seront communiquées par la Caisse d'allocations familiales aux maires, sous réserve de la signature d'une convention de transmission de données.

## **3.- Les chefs d'établissements scolaires**

- ☑ Communiquent au maire, à sa demande, la liste des enfants inscrits au sein des établissements dont ils ont la responsabilité ;

## **4.- Le directeur académique des services de l'éducation nationale**

- ☑ Etablit une mise en demeure de scolarisation pour les enfants relevant de l'évitement scolaire sous quinzaine ;
- ☑ Transmet la mise en demeure de scolarisation au maire ;
- ☑ En cas de non rescolarisation, adresse l'information au maire de la commune, au procureur et le cas échéant à la protection de l'enfance.

# **ARTICLE VI - TRAITEMENT DES INFORMATIONS ET SIGNALEMENT DES SITUATIONS DE FRAUDE**

Lorsqu'elle constate qu'un enfant ouvre droit à une allocation alors même que le maire lui a signalé sa non-scolarisation :

## **1.- La Caisse d'allocations familiales**

- ☑ Enregistre l'information dans le dossier informatique des parents de l'enfant concerné ;
- ☑ Valide le fait de ne plus le considérer à charge au sens des prestations familiales et suspend le versement des droits ;
- ☑ Informe la famille de la situation et des conséquences sur ses droits aux prestations familiales ;
- ☑ Réclame un certificat de scolarité ou d'instruction à domicile ;
- ☑ En cas de réception du dit certificat, enregistre l'information, et procède à la régularisation des droits de la famille ;
- ☑ En l'absence de réception du dit certificat, procède à l'actualisation informatique de la mesure et au recouvrement des sommes versées depuis la fin de la scolarisation ;
- ☑ Adresse un signalement au procureur de la République sur la messagerie : [pr.mineur.tj-narbonne@justice.fr](mailto:pr.mineur.tj-narbonne@justice.fr) en fournissant les informations suivantes :
  - Identité et adresse de l'enfant et de ses parents
  - Informations du maire faisant état de l'absence de scolarisation
  - Décision de la CAF de suspension des droits
  - Copie des courriers adressés aux parents

## **2.- Le gestionnaire de la messagerie du parquet**

- ☑ Prend en compte le signalement adressé par la CAF ;
- ☑ Vérifie que l'ensemble des pièces utiles à l'enregistrement de la procédure ont été communiquées ;
- ☑ Sollicite tout autre document utile ;
- ☑ Adresse le dossier au bureau d'ordre du parquet aux fins d'enregistrement ;

## **3.- Le magistrat du parquet référent**

- ☑ Procède au traitement judiciaire du dossier ;
- ☑ Saisi en tant que de besoin le service d'enquête compétent ;

## **ARTICLE VII – PERSONNES REFERENTES**

Les parties s'engagent à désigner respectivement et à tenir à jour la liste des personnes ressources en charge de la mise en œuvre de la présente convention. Les noms, prénoms, fonctions et coordonnées de contact des personnes référentes sont listés en annexe.

Les personnes ainsi désignées veillent à garantir la bonne application de la présente convention, à solutionner les difficultés susceptibles d'apparaître et à proposer toute amélioration utile.

## **ARTICLE VIII – TRANSMISSION DES DONNEES**

Chaque signataire s'engage à :

- Respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et au règlement UE 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (« RGPD ») et la loi informatique et libertés modifiée.
- Veille au chiffrement du fichier avant sa transmission par courriel avec accusé réception du gestionnaire de l'adresse de messagerie destinataire. La clef de déchiffrement sera communiquée séparément par un canal de contact autonome.
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir le niveau de sécurité adapté à la préservation de la confidentialité des informations
- Utiliser les données uniquement et strictement dans le cadre de la finalité définie par l'article L131-6 du code de l'éducation et à garantir tout détournement de finalité ainsi que l'intégrité des données utilisées dans le cadre de la présente convention.
- Se conformer aux dispositions du RGPD et en particulier à signaler toute violation de donnée.
- Détruire les fichiers nominatifs une fois leur exploitation réalisée à l'exception des données transmises dans le cadre d'un signalement au procureur de la République.

## ARTICLE IX – BILAN ET SUIVI

Le présent protocole est conclu pour une durée d'un an.

La Caisse d'allocations familiales de l'Aude réalise chaque année un bilan du présent protocole et l'adresse aux signataires.

Les signataires ou toute personne déléguée par eux se réunissent une fois par an pour dresser un état de l'application du présent protocole.

Le protocole est tacitement reconductible pour une durée d'un an. Il peut être dénoncé par chacune des parties par courriel deux mois avant la date de renouvellement ou immédiatement en cas de modifications des textes législatifs.

A Narbonne Le 2 octobre 2024

A Narbonne Le 2 octobre 2024



## **ANNEXE 1 - Glossaire clarifiant les différences entre obligation scolaire et d'autres notions**

### **Obligation scolaire :**

Est régie par l'article L131-5 du code de l'éducation, qui mentionne que les personnes responsables d'un enfant soumis à l'obligation scolaire (âgé de trois ans et jusqu'à l'âge de seize ans), définie à l'article L. 131-1 doivent le faire inscrire dans un établissement d'enseignement public ou privé ou, à condition d'y avoir été autorisées par l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation, lui donner l'instruction en famille.

### **Evitement scolaire :**

Non-respect de l'obligation scolaire

Est un enfant en âge d'être scolarisé (obligation scolaire 3 à 16 ans) et non inscrit dans aucun établissement public ou privé ou n'ayant pas d'autorisation pour l'enseignement à domicile, on parle aussi de non-respect de l'obligation scolaire.

### **Inassiduité scolaire :**

Est lorsqu'un enfant inscrit dans un établissement public ou privé ou ayant une autorisation pour l'enseignement à domicile, a manqué la classe sans motif légitime, ni excuses valables, au moins quatre demi-journées dans le mois.

### **Décrochage scolaire :**

Est un enfant ayant d'importantes difficultés en classe et qu'il y est souvent en retard ou absent, il peut être en situation de décrochage scolaire. Cela signifie qu'il risque de quitter le système scolaire sans avoir obtenu une qualification équivalente au bac ou un diplôme professionnel, de type Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP).

## **ANNEXE 2 – Identités et coordonnées des référents**

### **1- La DSDEN de l'Aude :**

- Courriel : [dive11@ac-montpellier.fr](mailto:dive11@ac-montpellier.fr)
- Tel : 04.68.11.57.89

### **2- La commune de LÉZIGNAN-CORBIÈRES :**

- Stéphane TRAYAUD, Directeur-général adjoint des services
- Courriel : [stephane.trayaud@lezignan-corbieres.fr](mailto:stephane.trayaud@lezignan-corbieres.fr)
- Tel : 06.43.49.90.07

### **3- La Caisse d'allocations familiales de l'Aude :**

Responsable Action Sociale : **Pascale Laurence DELSENY**

- Courriel : [pascale.delseny@caf11.caf.fr](mailto:pascale.delseny@caf11.caf.fr)
- Tel : 04.68.11.61.76

Responsable Prestations : **Joëlle HERNANDEZ**

- Courriel : [joelle.hernandez@caf11.caf.fr](mailto:joelle.hernandez@caf11.caf.fr)
- Tel : 04.68.11.61.35

### **4- Parquet du Tribunal judiciaire de Narbonne :**

Procureur : **Eric CAMOUS**

- Courriel : [pr.tj-narbonne@justice.fr](mailto:pr.tj-narbonne@justice.fr)
- Tel : 04.34.44.60.40